

 UNION EUROPÉENNE	<b>Dispositif de relance REACT-EU et soutien aux personnes ayant fui la guerre en Ukraine</b>  <b>Révision du PO FEDER-FSE 2014-2020</b>
<b>Direction Générale Adjointe Europe et Coopération méditerranéenne</b>	<i>Comité de suivi du 16 juin 2022</i>

## CONTEXTE : ÉTAT DES LIEUX DE LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF REACT-EU ET CRISE MIGRATOIRE

Afin de favoriser la réparation des dommages engendrés par la pandémie de COVID-19 et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie, l'Union européenne a proposé un soutien supplémentaire en faveur de la politique de cohésion et des territoires de l'Europe à travers le dispositif de relance REACT-EU. S'inscrivant dans le cadre du plan de relance pour l'Europe et dans la continuité des mesures extraordinaires CRII et CRII+, REACT-EU consiste en un abondement de 47,5 milliards des fonds structurels européens pour les années 2021 et 2022.

En mars 2021, la Région a saisi l'opportunité de bénéficier de ce soutien supplémentaire en soumettant à la Commission européenne une révision de son programme opérationnel (PO) FEDER-FSE 2014-2020, validée le 13 avril 2021, qui inclut un nouvel axe dédié au dispositif REACT-EU.

S'inscrivant dans le cadre réglementaire européen, cette révision avait été élaborée sur la base d'un recensement des actions menées par le partenariat régional en réponse à la crise sanitaire, ainsi qu'à la suite d'une délibération du Conseil régional en date du 17 décembre 2020 et d'une consultation du Comité de suivi en date du 5 mars 2021.

L'Autorité de gestion (AG) avait décidé de mobiliser l'intégralité de la tranche budgétaire 2021 du dispositif qui correspond à 84,8 M€ en crédits d'intervention, hors assistance technique, soit 80% de l'enveloppe globale régionale, en direction de quatre domaines d'intervention : la santé à travers des investissements dans les établissements sanitaires et médico-sociaux et le soutien aux projets de recherche liés à la lutte contre la COVID-19 et autres virus ; le soutien au fonds de roulement et à l'investissement dans les PME ; les investissements en faveur de la transition écologique grâce au déploiement de pistes cyclables ; et la transition numérique en faveur des établissements scolaires (collèges et lycées) et des territoires (« Smart territoires »).

En tenant compte du résultat des quatre premiers AAP REACT-EU publiés lors du 1<sup>er</sup> semestre 2022, et notamment du succès de l'AAP « Investir pour stimuler l'emploi et la compétitivité des PME », ainsi que des difficultés rencontrées s'agissant de la mise en œuvre du volet santé en particulier, l'AG a dû réajuster sa stratégie d'intervention.

En effet, la complexité, le manque de maturité et/ou la présence d'autres co-financeurs sur la plupart des projets de recherche et d'infrastructures sanitaires et médico-sociales recensés sur

le territoire ont conduit l'AG - après consultation avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) - à réorienter le contenu de la thématique santé vers les « travaux préalables à l'installation de scanners et d'IRM » uniquement. En effet, cette typologie d'actions répond toujours à un besoin territorial avéré et participe à la résilience de la région face à de nouvelles crises, tout en étant plus simple à mettre en œuvre dans des délais contraints avec la clôture de la programmation 2014-2020.

De plus, étant donné le succès de l'AAP « Investir pour stimuler l'emploi et la compétitivité des PME », les fonds initialement prévus pour le volet « santé – recherche » ont intégralement été réaffectés à la typologie d'actions « soutien à l'investissement des PME » via des subventions. Il en est de même pour l'instrument financier « prêt relance » dont la totalité de l'enveloppe prévue a été réaffectée au soutien aux PME via des subventions afin de répondre à la forte demande de subventions.

Enfin, le 6 avril 2022, compte tenu de l'ampleur de la crise migratoire actuelle résultant du conflit armé en Ukraine, l'Union européenne a adopté le règlement (UE) 2022/562 « CARE » qui prévoit deux types de dispositions, certaines générales et certaines applicables uniquement aux opérations visant à répondre aux défis migratoires résultant de l'agression militaire menée par la Russie qui a débuté le 24 février 2022.

Le règlement CARE rappelle que les États membres et les Régions peuvent d'ores et déjà soutenir des mesures pour répondre aux défis migratoires via du FEDER et du FSE, notamment au titre des ressources supplémentaires mises à disposition dans le cadre de REACT-EU. Or, cette possibilité n'a pas été ouverte sur le PO FEDER FSE 2014-2020, et dans le même temps, la Région a décidé d'utiliser les possibilités offertes par CARE pour venir en aide aux réfugiés ukrainiens étant donné les besoins recensés sur le territoire (cf. Délibération n° 22-172 du 10 mars 2022). Une révision du programme en ce sens, comprenant la création d'un axe dédié aux actions en direction des réfugiés ukrainiens, est donc nécessaire.

**Dans ce contexte, la présente consultation écrite a pour objet de recueillir l'avis du Comité de suivi sur la proposition de révision du PO FEDER-FSE 2014-2020 qui porte sur :**

- **L'intégration de la 2<sup>ème</sup> tranche REACT EU d'un montant de 22 359 850 € au PO FEDER FSE 2014-2020, en répartissant ce montant entre les axes FEDER créés lors de la dernière révision (Axes 9 et 10) et les nouveaux axes FSE (axes 11 et 12) à créer par la présente révision ;**
- **Le réajustement stratégique concernant la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et de préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (axes 9 et 10) ;**
- **La mise en place d'un cadre pour le soutien des actions en faveur de l'accueil, l'accompagnement et l'intégration des personnes ayant fui le conflit en Ukraine (nouveaux axes 11 et 12).**

## PROPOSITION DE RÉVISION DU PROGRAMME OPÉRATIONNEL FEDER-FSE 2014-2020

- **Révision de la stratégie d'intervention des axes 9 et 10, créés à la suite de l'intégration de la 1<sup>ère</sup> tranche budgétaire REACT-EU, et intégration d'une partie de la 2<sup>ème</sup> tranche budgétaire REACT EU**

Il est proposé de modifier les éléments de l'axe 9 « Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie » comme suit :

- **Actions à soutenir au titre de la priorité d'investissement :** la typologie d'actions « soutien aux projets de recherche liés à la lutte contre la Covid-19 » sera supprimée et l'autre typologie d'actions « soutien aux investissements dans les établissements sanitaires et médico-sociaux » sera modifiée pour refléter la nouvelle intervention « travaux préalables à l'installation de scanners et d'IRM ». Toute référence à l'IF « prêt relance » sera également supprimée.
- **Indicateurs de réalisation :**
  - Suppression des indicateurs CV2 « valeur des équipements médicaux achetés » et le CV5 « valeur des subventions en faveur de la R&D », à la suite à la disparition des activités liées à la recherche et la modification des objectifs des activités de santé.
  - Changement de la méthodologie de calcul de la cible et de l'intitulé de l'IR13i « Nombre d'établissements sanitaires et médico-sociaux nouveaux ou améliorés » pour être cohérent avec la nouvelle typologie d'actions « travaux préalables à l'installation de scanners et d'IRM ».
  - Prise en compte de l'abandon de l'IF « prêt relance » dans le calcul des cibles du CO03 « nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien financier autre que des subventions » et suppression de l'indicateur CV21 « Instruments financiers procurés aux PME pour leur fonds de roulement » et ajout de l'indicateur CO07 « Investissements privés complétant un soutien public aux entreprises (hors subventions) ».
- **Domaines d'intervention :** suppression du domaine 055 « Autres infrastructures sociales contribuant au développement régional et local », le 060 « Activités de recherche et d'innovation dans les centres de recherche publics et les centres de compétence, y compris la mise en réseau » et le 053 « infrastructures de santé » en vue de le remplacer par « équipements de santé ». Il s'agira également de modifier les montants de chaque domaine d'intervention pour qu'ils reflètent la nouvelle ventilation financière.
- **Plan de financement :** Augmentation du budget de l'axe 9 de 6 465 456 € de fonds UE pour atteindre 91 243 063 € de crédits d'intervention.

Concernant l'axe 10 relatif à l'assistance technique REACT-EU (FEDER), il est proposé d'harmoniser le taux de cofinancement avec celui de l'axe 9 soit 85% par mesure de simplification, et afin d'assurer sa consommation sur la base du calcul forfaitaire, et d'augmenter l'enveloppe sur la base de l'augmentation de l'enveloppe des crédits d'intervention, pour atteindre 3 801 794 € de crédits d'assistance technique.

Les parties justification et dotation financière du PO seront adaptées en conséquence.

- **Création des axes 11 et 12 pour intégrer le restant de la 2ème tranche budgétaire REACT-EU dédiés aux actions de soutien aux réfugiés ukrainiens**

À la suite d'un recensement des opérations menées sur le territoire régional, et étant donné l'hétérogénéité des projets remontés tant au niveau de leur contenu que de leur dimension, l'AG propose la création d'un axe 11 REACT-EU-FSE qui mobilisera 15 000 000 € de la 2<sup>ème</sup> tranche du dispositif, hors assistance technique, en direction de la typologie d'actions suivante :

- **Soutenir des actions en faveur de l'accueil, l'accompagnement et l'intégration des personnes ayant fui le conflit en Ukraine**

Exemples d'actions : financement des abris temporaires, location d'hébergement, aide alimentaire, accompagnement social, administratif et/ou juridique, suivi psychologique, services d'interprétariat et de traduction, transports privés et publics, plateforme de recueil de dons, accès aux services sociaux et de santé, mesures visant à l'intégration dans le marché du travail, renforcement des compétences des autorités locales.

Groupes cibles : collectivités territoriales, associations, fondations, État, etc.

Un indicateur de réalisation relatif au **nombre total de personnes prises en charge et au nombre d'enfants de moins de 18 ans** sera sélectionné pour cette typologie d'actions.

L'AG propose également de mobiliser 625 000 € comme crédits d'assistance technique à travers la création d'un axe 12.

Ces éléments seront également intégrés dans les sections stratégie et justification de la dotation financière du PO. Le taux de co-financement de ces deux axes sera de 100%.

- **Plan de financement révisé**

Axe prioritaire	Fonds	Base pour le calcul du soutien de l'Union (coût total éligible ou coût public éligible)	Soutien de l'Union (a)	Contrepartie nationale (b) = (c) + (d)	Ventilation indicative de la contrepartie nationale		Financement total (e) = (a) + (b)	Taux de cofinancement (f) = (a)/(e) (2)
					Financement national public (c) 90%	Financement national privé (d) (1) 10%		
9	FEDER	Total	91 243 063	16 101 717	12 076 288	4 025 429	107 344 780	85%
10 (AT)	FEDER	Total	3 801 794	670 905	670 905	-	4 472 699	85%
11	FSE	Total	15 000 000	-	-	-	15 000 000	100%
12 (AT)	FSE	Total	625 000	-	-	-	625 000	100%